

**Commission :** Sommet de l'UE sur les Risques et la Sécurité Civile

**Problématique :** Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles et industrielles/humaines ?

**Auteur :** Lituanie

En octobre 1992, la Lituanie a adopté par référendum une constitution qui instaurait une république semi-présidentielle. Ingrida Šimonytė, ancienne ministre conservatrice des Finances, devient chef du gouvernement le 24 novembre 2020 grâce à une coalition avec les deux partis libéraux. Depuis 2019, le président de la République est Gitanas Nausėda, il est élu au suffrage universel tous les cinq ans, doté de compétences institutionnelles et en matière de politique étrangère, il peut dissoudre le Parlement en cas de vote de défiance à l'égard du gouvernement.

L'actuel territoire de la Lituanie était intégré à l'Empire russe jusqu'à la Première Guerre mondiale et déclare son indépendance le 16 février 1918. La Lituanie a déposé sa candidature pour entrer dans l'UE en décembre 1995. La Commission européenne s'est déclarée favorable à son adhésion en 1997 et a souligné que les critères politiques étaient d'ores et déjà satisfaits, dans la mesure où des réformes importantes en matière de lutte contre la corruption avaient été adoptées. La Lituanie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2015.

Le conflit russo-ukrainien (depuis 2022) a un impact sur la sécurité civile du pays, qui, est victime de cybers-attaques par exemple; la politique de coordination de la sécurité civile européenne est donc primordiale pour protéger la population Lituanienne.

Suite à son entrée dans l'OTAN en 2004 ainsi que sa proximité à la Russie, la Lituanie est victime et/ou est atteinte de répercussions d'actions russes. Se sentant menacés par la Russie et ses alliés, les dirigeants du pays doivent mettre en place des mesures de sécurité supplémentaires. Par exemple, en 2022, quatre des six points de contrôle frontaliers avec la Biélorussie ont dû être fermés afin de réguler les flux entre ces deux pays ainsi qu'avec la Russie avec laquelle les relations sont détériorées depuis la guerre en Ukraine. De plus, la Russie est accusée d'envoyer des migrants (suite à la guerre) en les faisant passer les frontières à vélo par exemple en Lituanie; ils utilisent ces derniers comme une arme pour montrer sa puissance et déstabiliser les démocraties européennes.

Récemment, un plan Vigipirate au niveau "Urgence attentat" a été implanté sur tout le territoire national afin de le protéger; la Lituanie a interdit l'entrée sur son territoire des véhicules immatriculés en Russie. Ces véhicules ne sont plus autorisés à franchir la frontière depuis la Russie ou la Biélorussie. Cette interdiction s'applique quelle que soit la nationalité du conducteur.

Depuis le 11 mars 2024, les véhicules immatriculés en Russie sont interdits en Lituanie. Seul un transit direct avec des véhicules immatriculés en Russie vers ou en provenance de la Russie (Kaliningrad) est autorisé. Cette autorisation n'est valable que dans un délai de 24 heures à partir de l'entrée sur le territoire lituanien.

Comme exprimé précédemment, depuis le 1er mars 2024, quatre des six points de passage à la frontière lituano-biélorusse, les postes-frontières de Šumskas, Tverečius, Lavoriškės et Raigardas, sont fermés. Les deux autres points de passage (Medininkai et Salčinkai) demeurent ouverts. Néanmoins, les piétons et cyclistes ne sont plus autorisés à franchir ces points de passage.

Depuis le 2 mai 2023, l'état d'urgence a été levé en Lituanie. Le contrôle des personnes et des véhicules continue néanmoins d'être appliqué aux points de passage frontaliers aux frontières extérieures de l'Union européenne jusqu'au 4 mai 2024.

En plus de la sécurité civile mise en place par le pays lui-même, la Lituanie est appuyée par l'UE et a signé des accords avec des pays tel la France, avec laquelle une coopération bilatérale en matière de sécurité et de défense mobilise, en 2014, 12 860 euros, dont 7 115 pour la coopération de défense et 5 745 pour la coopération en matière de sécurité intérieure. Elle est principalement marquée par

l'effort français de soutien à l'enseignement de la langue française en milieu militaire ou encore la formation de contrôleurs aériens militaires.

Afin d'aider cet état à augmenter la sécurité civile face à des catastrophes notamment humaines, la mobilisation militaire et financière de l'UE envers ce pays serait d'une grande aide ainsi qu'une protection contre les cyberattaques face à des puissances telles la Russie.

En somme, l'Union Européenne joue un rôle très important dans la défense civile de la Lituanie qui doit faire face à des puissances qui menacent non seulement son pays mais l'ensemble des membres de l'Union Européenne. Avec des alliances entre pays et des aides financées par l'UE, la Lituanie gagnera en force et en puissance dans son combat pour la sécurité contre les catastrophes naturelles/industrielles et humaines.